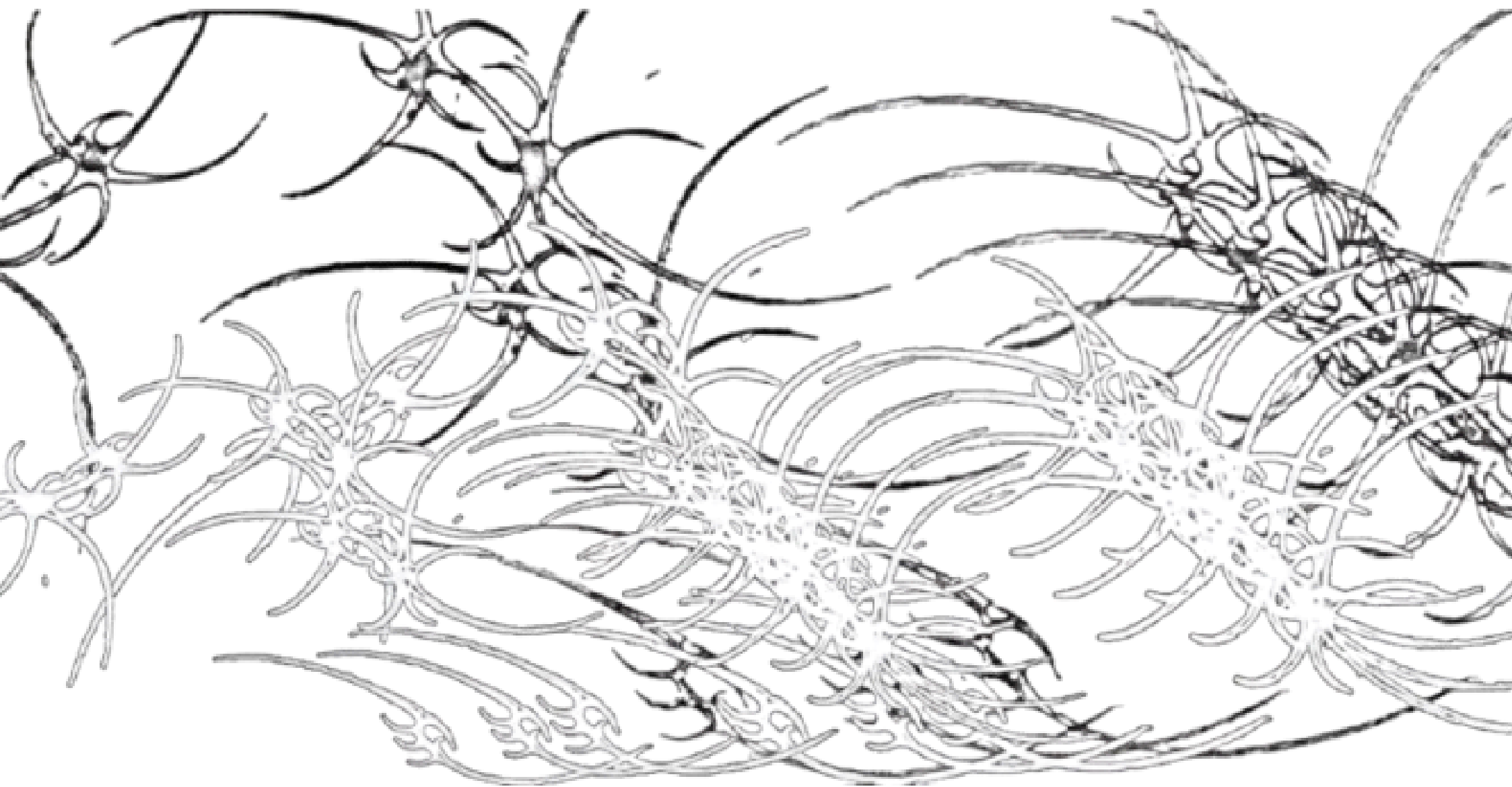




Callouter
des Queer
collectif Fracas





d'une parole (ce qui est la base de l'accueil des victimes). Mais pour développer ces outils-là, il faudrait déjà admettre qu'il y a un problème avec le *call out* et que, dans l'utilisation actuelle qui en est faite, ce n'est pas satisfaisant. On pourrait commencer par faire la différence entre la dénonciation en ligne d'une personne et de son comportement d'un côté, et de l'autre la visibilité des violences afin de travailler à transformer la société de l'autre. Moins s'attacher à la responsabilisation de l'individu·e pour aller vers le questionnement de nos mécanismes collectifs, c'est aussi sortir d'une logique capitaliste et néolibérale où l'individu·e est le début et la fin de tout.

#MeToo visait à dénoncer des hommes en situation de pouvoir, avec des capitaux sociaux, financiers et symboliques qui les rendaient impunissables par une justice étatique organisée pour protéger certaines classes de la population.

Nous ne sommes pas dans des communautés composées de personnes qui jouissent de ces capitaux. Au contraire, nos espaces sont particulièrement vulnérables face à la justice. Contrairement à Weinstein, Polanski ou Hulot, il n'est pas nécessaire de mobiliser la toile internet et des centaines/milliers d'internautes pour contrebalancer le pouvoir d'une personne queer de notre entourage - quoique cette personne ait fait. Cet outil n'est pas opérant et il faut qu'on en invente d'autres. Les milieux queer sont des espaces d'inventivité illimitée, des laboratoires en termes d'initiatives solidaires et anticapitalistes. Nous avons les ressources pour apprendre à faire collectivement mieux.

Call out des queer

<https://www.collectif-fracas.com/article/call-outer-des-queer> Dec 30, 2022

Texte en 2 parties : d'abord un texte d'un groupe qui partage des dénonciations sur les réseaux sociaux dans un contexte queer puis une critique de cette démarche par le collectif Fracas

Aujourd'hui, on prend notre courage à deux mains pour aborder un sujet controversé, la position du groupe sur les call out. Nous nous appuyons sur nos expériences de survivant·es, et le retour de membres du groupe concerné·e par le sujet. Nous sommes deux dans l'équipe modmin à avoir déjà call out un de nos agresseurs.

DÉFINITION DE « CALL OUT »

Par call out, on entend : une dénonciation publique d'une personne, groupe ou institution responsable de comportements problématiques. Cette pratique s'est popularisée avec le mouvement [#MeToo](#), qui a permis de libérer la parole autour des violences sexistes et sexuelles. Le call out est une forme de justice populaire qui cherche à substituer la justice étatique défaillante (seuls 1% des viols déclarés sont condamnés en France). L'objectif est d'entraîner des répercussions concrètes (exclusion de certains espaces, cancelling...) sur des personnes EN SITUATION DE POUVOIR qui, jusque-là, n'avaient pas eu à répondre de leurs actes.

NOTRE POSITION SUR LES CALL OUT

Ce groupe est un espace féministe, queer et anticapitaliste.

Nous croyons et soutenons les victimes de violences psychologiques, sexistes et sexuelles. Nous acceptons de relayer, sous certaines conditions, certains call out sur le groupe.

Lorsque nous relayons un call out, ce n'est pas dans un but punitif. Nous sommes anarchistes, nous ne croyons pas en la punition comme outil de rétribution (« iel mérite d'être puni·e ») ou de réhabilitation (s'amender).

Nous lançons l'alerte pour protéger nos communautés, et nos espaces, d'une personne dangereuse dans une situation de pouvoir.

Nous lançons l'alerte pour mettre un·e prédateur·ice hors d'état de nuire.

QUELS TYPES DE CALL OUT RELAYERONS-NOUS ?

Il n'y pas d'agressions « moins graves » ou « demandant de la compréhension » selon la catégorie sociologique de l'auteur·ice. Ça, c'est du bullshit culpabilisant pour les victimes, et déresponsabilisant pour leurs agresseur·euses. Notre intention ici, c'est de relayer des call out sur des personnes ayant une impunité sociologique ou sociale. Les call out non relayés sur le groupe n'en sont pas moins légitimes, les agresseur·euses coupables de leurs actes, et les victimes à considérer en priorité dans leurs vécus et leurs besoins. On part du principe que les fausses accusations sont très minoritaires. Leurs impacts sont en plus limités selon le statut et le soutien dont bénéficie la personne call outée. Nous avons donc fait une liste de critères pour objectiver la décision de relai ou non-relai des call out reçus.

On insiste fortement sur le fait que toute personne mettant en doute les faits relatés par une victime ou pressurant / injonctionnant une victime vers de la justice restaurative non souhaitée se fera accueillir en conséquences par la modmin. Les victimes sont légitimes dans leurs ressentis et vécus, et prioritaires dans la gestion de l'après agression / violences.

Dans cet objectif de dénoncer une personne en situation de pouvoir qu'il n'est pas possible d'arrêter autrement, seront donc relayés les call out concernant (liste d'exemples pour aider à la compréhension, non exhaustive) :

- Les gens en position de pouvoir (président·e d'asso, « influenceuse » politique queer, etc.)*
- Évènements / contexte sexpo (violences sexistes et sexuelles)*
- Les prédateur·ices de mineur·es*
- Les personnes en position de domination sociale (dyacismecs, meuf cis agressant personnes trans, queer riche agressant queers précaires, etc.)*
- Les récidivistes (plusieurs victimes ET/OU plusieurs épisodes sur une même personne)*

SOUS QUELLE FORME LES CALL OUT SERONT RELAYÉS ?

3 mesures seront prises afin de ne pas exposer sans leur consentement les membres du groupe aux call out. Les dénonciations d'agresseur·euses sont nécessaires pour la sécurité de tous·tes, mais peuvent être vécues comme anxiogènes, voire réveiller la mémoire traumatique de certain·es. Nous comprenons et respectons le besoin de sécurité émotionnelle des membres du groupe. ////

besoin de reconnaissance du préjudice subi (et encore, est-ce que des likes répondent vraiment à ce besoin...), le call out ne remplit aucun des quatre autres besoins, il est même complètement contre productif. Ne serait-ce que pour le premier besoin, celui de réponse : un call out accule la personne call outée, ce qui implique que ça ne la mettra pas dans les meilleures dispositions pour répondre aux questions de qui que ce soit. Subir une humiliation publique en ligne ne donne pas vraiment le temps ni l'envie de se poser pour réfléchir à son comportement.

Apporter son aide, son écoute, rediriger les personnes victimes de violence vers des professionnel·les formés ou vers des associations et des militant·es qui ont une connaissance de terrain, soulever des fonds pour aider ces personnes à trouver de l'aide, leur apporter un toit, de la nourriture etc. Créer des protocoles de prise en charge des conflits et des violences, traduire des textes abordant ce sujet et les diffuser largement. Proposer des évènements pour mettre en lien les personnes qui s'intéressent au sujet pour permettre l'échange entre différentes villes et communautés de personnes ressources, de médiateur·ices, de formateur·ices. C'est grâce à tout ceci que nous arriverons à produire des réseaux de support forts pour aider et accompagner les victimes et auteur·ices de violence.

En parallèle, aborder collectivement, lors de rencontres physiques, la place de la violence et du conflit au sein de nos communautés est la meilleure manière de réduire les faits de violence qui s'y déroulent. Comment prendre en charge les personnes qui ont épuisé les ressources de tout le monde ? Comment dire à ton pote que son comportement en soirée n'est pas acceptable ? Autant de questions dont il faut débattre au sein de chaque communauté. Plus généralement, à mes yeux, il est nécessaire (et plus qu'urgent !) de sortir d'internet pour rentrer dans l'arène du débat, pour créer des archives sur nos pratiques et échanger de visu.

Une certaine critique des call out dans l'ère post #MeToo a l'air de commencer à se faire entendre et pourtant, en parallèle, c'est comme si certaines pratiques de call out se radicalisaient. Que défendre le call out coûte que coûte, malgré toutes les problématiques que cette pratique soulève, était signe de radicalité et le seul dernier soldat encore vaillant du principe féministe de « croire les victimes ». Le call out est sûrement une bonne piste pour développer des outils efficaces, notamment parce qu'il se fonde sur l'écoute et la prise en compte

comme violente et à l'inverse, du manque de pouvoir social à se défendre et à faire valoir sa version des faits. Bien évidemment, ce n'est pas parce que ces accusations touchent des personnes trans et qu'elles sont portées par des personnes cis qu'elles sont nécessairement fausses. On peut juste se demander dans quelle mesure les stéréotypes liés à la transidentité jouent sur la perception des événements et le jugement des personnes à l'origine du *call out* et de celles qui le relayeront ensuite.

On a ensuite pensé aux personnes qui envoyaient des *call out* aux admins. On s'est demandé·es si ça les faisait se sentir mieux et si oui, pour combien de temps. On s'est imaginé·es à leur place. Nous, derrière notre ordi, qui écrivons un *call out* et qui l'envoyons, en étant sûr·es que notre identité sera gardée secrète et qui observons ensuite la machine se mettre en route. « Merci pour votre message, on vous croit, on va publier votre texte » ; et puis le texte qui se publie, les likes, les repartages et messages de soutien ... Et ensuite ? Deux jours après, plus personne ne like, ne commente. On recroise la personne qu'on a *call outée* dans un bar avec des potes. On ne sait pas très bien si son entourage a décidé de fermer les yeux sur ce qu'on lui reproche ou s'iels n'en ont même pas eu vent. On décide de rentrer chez nous pour ne plus voir cette personne.

Quels soutiens concrets le *call out* permet d'acquérir pour une personne victime ? On se demande si le *call out* a déjà vraiment aidé qui que ce soit. Encore, qu'une personne traumatisée par un acte de violence souhaite dénoncer, se venger, alerter etc. est bien évidemment compréhensible. La question se trouve plus du côté des admins du groupe (et plus généralement des personnes qui repartagent les *call out*) : est-ce qu'iels pensent vraiment soutenir ces personnes en souffrance ? Est-ce que tenir un discours qui promet leur protection via le *call out*, en leur disant que c'est LA solution pour aller mieux, n'est pas au contraire plus dangereux quand ces personnes se rendront compte que c'est faux, que malgré la dénonciation, ça n'ira pas mieux ?

Les besoins des victimes de violence ont été étudiés par le courant de la victimologie. Ces besoins sont concrets : besoin de réponses, de reconnaissance du préjudice subi, de sécurité, de réparation et de trouver du sens. Mis à part le

Dernièrement, on est tombé·es sur ce groupe en ligne, dont le texte de présentation est celui que vous venez de lire. Le groupe sert à *call out* des personnes et il est spécialisé dans le *call out* des queer (fermé, on doit faire une demande pour accéder au contenu). On s'est dit qu'on avait vraiment touché le fond. Le groupe est tenu par quelques personnes queer qui ont visiblement été victimes de quelque chose de la part d'autres queer et qui voient dans le *call out* la clé de la protection de nos espaces. Le dispositif est le suivant : une personne envoie un *call out* aux admins via la messagerie privée, et les admins le republient sur le groupe, en anonymisant l'auteur·ice. Y sont donc régulièrement postés des *call out*/fiches très exhaustives, avec noms, prénoms, pseudos, ce qui est reproché à la personne et les espaces où elle évolue.

Il y aurait beaucoup de choses à dire sur ce seul message d'introduction. Le manque de nuance entre les bonnes et les mauvaises personnes, sur la complexité de toute situation de violence, le manque de remise en question du *call out* comme une bonne manière de soutenir (présentée aussi comme la plus radicalement soutenante), ou même une réflexion sur les conséquences délétères du recours à internet et aux réseaux sociaux pour régler nos conflits. A première vue, il ne semble y avoir pas (ou très peu) de cadre posé ou de mesures pour soutenir les personnes ayant subi des agissements qui contactent le groupe, pour éviter les *call out* abusifs ou limiter des conséquences trop délétères sur les personnes visées.

Le *call out* devient le stade ultime et la fin, en soi, d'un processus de justice populaire queer et féministe.

On ne peut pas nier que le *call out*, en tant qu'outil féministe pour dénoncer les agissements d'individu·es détenant un grand pouvoir financier, social, médiatique etc., a fait ses preuves et est toujours utile et pertinent (cf article "[Nous n'avons pas de position de principe contre le *call out*](#)"). On est persuadé·es que dans certains cas, le *call out* est la seule solution possible, notamment quand il est dirigé vers de riches hommes cishet blancs, que rien ne peut atteindre hormis la masse médiatique. Cette pratique a pour mérite de remettre en cause une impunité totale et de faire évoluer les mentalités. A ce moment-là, le *call out* désigne une dénonciation publique nominative visant à interpellier le monde médiatique, souvent quand la justice étatique est/se rend impuissante, afin que la « foule » se substitue à celle-ci et fasse pencher la balance face au système hégémonique. On ne peut que soutenir, en tant que

queer et féministes anticapitalistes, ce genre de démarche. Mais à nos yeux, des problèmes propres à nos communautés queer émergent quand on utilise le *call out* en milieu queer car cela peut rapidement devenir prétexte aux maltraitances communautaires.

Ce genre de groupes n'existe pas en très grand nombre à notre connaissance et ne cache peut être pas un phénomène de masse - bien qu'on soit déjà tombé·es sur des dizaines de pages insta créées juste pour publier des *call out*. Dans les espaces militants qu'on traverse, les *call out*, quoique présents, sont relativement nombreux sur les réseaux sociaux publics comme FB, IG etc. Il le sont peut être plus sur les listes mails ou sur les plateformes de discussion (comme discord, signal, element). Malgré tout, on pense qu'ils symbolisent plus largement une culture punitive. Une culture où le harcèlement, la diffamation, l'acharnement collectif, la victimisation, la manipulation, l'humiliation ou la nomination publique, l'exclusion d'un lieu ou d'un groupe etc. sont nos principaux outils en termes de réaction à un fait de violence. Des outils considérés comme légitimes quand ils sont dirigés vers certaines personnes.

Et c'est ça qu'on a eu envie d'aborder dans ce texte, cet exemple de page et le *call out* comme symbole de ce qui ne fonctionne pas en termes de réponses collectives et communautaires.

En lisant le texte sur ce groupe, on s'est imaginé·es une communauté safe, effectivement protégée par le sceau des *call out*. Ça impliquerait deux choses : 1. que toutes les personnes « problématiques » aient été dénoncées ; 2. que tout le monde ait accès aux *call out* pour avoir l'information que ces personnes sont dangereuses et qu'il faut les éviter. On a eu l'image de toutes les communautés queer du pays, reliées par une toile de *safeness* (sécurité), où tout le monde saurait tout sur tout le monde et où il y aurait une petite corbeille où jeter les personnes défaillantes. Littéralement une société policière 2.0, où les keufs, la prison et les caméras seraient rendu·es obsolètes, pas parce qu'on n'en aurait plus besoin, mais bel et bien parce qu'on les aurait remplacé·es et qu'on fera (gratuitement et avec zèle) le travail à leur place.

On s'est aussi dit : comment ces personnes ont la certitudes d'être du bon côté de la barrière ? A quel point il faut être naïf·ve pour croire qu'on est bien « toujours du côté des victimes », sans même connaître les situations, juste parce que Machine est venue nous dire qu'elle avait été victime de quelque chose ? Est-ce que ces personnes vivent dans un monde où le mensonge, le désir de

vengeance ou encore le trauma qui tord et déforme nos réalités et notre mémoire n'existe pas ? Sans même aller jusqu'à parler de mensonge, tout le monde a déjà vécu une situation où la perception des évènements et leur interprétation diffère du tout au tout avec la personne en face. Et la plupart du temps, quand un·e ami·e nous parle d'une « situation violente » qu'il rencontre ou quelqu'un·e qui nous envoie un DM pour *call out* une personne, on ne prend pas le temps d'aller voir l'autre pour avoir les deux récits. En soi, ce n'est pas un problème, jusqu'au moment où on décide de créer un groupe public de *call out*.

Tout cela revient à se poser des questions cruciales : qui peut nommer une situation comme violente et qui ne peut pas ? Qui est entendu en le faisant et qui ne l'est pas ?

Pour revenir au texte de départ, on y lit « on fait au mieux pour trier ce qui est statistiquement à risque [d'être des fausses accusations] du reste ». La question des fausses accusations ou des *call out* abusifs est centrale et c'est un sujet sensible dans nos espaces. Les femmes, les personnes queer, les personnes racisées, handi etc., en général les personnes minorisées, se sont toujours vu·es renvoyer le fait de porter de fausses accusations. C'est une arme politique pour dénigrer et discréditer la parole des personnes minorisées. C'est aussi une bonne manière de ne jamais avoir à faire face à ses propres exactions pour les personnes en situation de pouvoir.

Ceci étant dit, nous savons que les fausses accusations d'agression ou de viol existent. Par exemple, celles proférées par un groupe de femmes blanches à l'encontre d'esclaves noirs dans les colonies nord-américaines au 16ème siècle. En ce qui concerne plus directement les milieux queer, au sein de Fracas, on a eu l'occasion d'accompagner un certain nombre de personnes trans à travers des *call out* portés par des meufs cis. Dans ces *call out*, les meufs trans sont renvoyées à la figure de manipulatrice et de tentatrice (cf l'excellent travail de Julia Serano sur les stéréotypes transmisogynes) et les mecs trans, à leurs pulsions, à leur violence etc. Peut être qu'il est un peu gros de mettre tous ces *call out* dans le même sac de « fausses accusations », il n'empêche que c'est intéressant de s'y pencher. Pourquoi les *call out* touchent de manière si endémique les personnes trans ? Pourquoi c'est sur elles qu'ils « marchent le mieux » en termes de répercussions dramatiques (exclusion, harcèlement etc.) ? Cela repose la question du pouvoir de nommer une situation ou une personne